

RÉVOLUTION

QUAND "LES ÉCHOS" DÉCOUVRENT LA TERRE

Pendant longtemps, il fut impossible d'émettre la moindre réserve à l'égard de la mondialisation néo-capitaliste. Quiconque s'essayait à l'exercice était d'office renvoyé dans le camp abject de l'archaïsme, de la vieillerie, du protectionnisme, du souverainisme, voire du nationalisme. L'ancien ministre Arnaud Montebourg, qui a goûté à ce genre de brouet, ne s'en est jamais remis. Pourtant, au vu d'une réalité qu'il est difficile de nier, certains esprits se mettent à douter, à s'interroger, et non des moindres. A preuve le récent éditorial de Jean-Marc Vittori dans *les Echos*, intitulé « Le moteur cassé du commerce international ».

Pour Vittori, « *le temps de la mondialisation débridée des marchandises est derrière nous* ». Mazette ! Désormais, « *le politique semble mener le jeu* » via ce qu'il appelle une « *guerre de positions* » entre grandes puissances où Donald Trump donne le ton, faute souvent de réaction ou de contre-proposition alternative. Ce ne sont pas les Européens, jamais aussi unis que lorsqu'ils sont amorphes, qui diront le contraire.

Jean-Marc Vittori ne se limite pas à ce constat imparable et néanmoins iconoclaste. Il écrit : « *Les entreprises reviennent d'une logique de mondialisation qu'elles avaient poussée à l'extrême. Elles veulent désormais se rapprocher de leurs clients et réduire la fragilité de leurs chaînes d'approvisionnement devenues trop sensibles aux aléas climatiques ou politiques. Demain, elles voudront exploiter à plein les possibilités offertes par les nouvelles formes d'automatisation et diminuer des transports décidément trop polluants.* »

Pour avoir critiqué le formidable gaspillage d'une mondialisation dérégulée, et surtout pour avoir proposé d'en finir avec cette fuite en avant économiquement dispendieuse, humainement coûteuse, écologiquement dangereuse, certains ont été cloués au pilori de l'infamie. A défaut de les réhabiliter (ne rêvons pas), il serait bien de les écouter, ne serait-ce que pour éviter demain les crises d'hier et les déboires d'aujourd'hui. Pendant que la Chine découvre la face cachée de la Lune, il serait temps de découvrir la face éclairée de la Terre. ■ JACK DION

SILENCE, ON BRÛLE !

CACHEZ CES VOITURES...

Quand une voiture est incendiée lors d'une manif des « gilets jaunes », les réactions sont immédiates et les télévisions ne ratent pas l'événement. C'est normal. Mais, quand il en est de même lors de la nuit de la Saint-Sylvestre, la chose fait beaucoup moins de bruit. A l'occasion du passage à la nouvelle année, 1 031 véhicules ont été incendiés sur le territoire national (contre 650 en 2017) et 510 personnes ont été interpellées. Rien qu'à Paris et dans la proche banlieue, 250 voitures ont été dévorées par les flammes et 197 personnes placées en garde à vue. Pour toute réaction, on a relevé un vague communiqué du ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, si disert pour désigner les « gilets jaunes » à la vindicte générale. Les radios et les télévisions n'en ont pas fait davantage. Il ne reste plus qu'à s'habituer à une distraction devenue aussi banale que le sapin de Noël ou la galette des Rois. ■ FRANÇOIS DARRAS

LE
PIÈGE
DES
MOTS

PAR HENRI PENA-RUIZ

L'impensé social du libéralisme économique

Dans un contexte de fort chômage, est-on libre de refuser un contrat de travail ? En principe, oui. En réalité, non. Donc une certaine façon de dire les droits et de taire leurs conditions d'exercice est mystificatrice, voire hypocrite. Voilà pourquoi Karl Marx a pu ironiser sur ce qu'il appelait dans *le Capital* « *le catalogue pompeux des droits de l'homme* », auquel il préférerait le « Bill » qui limitait le travail quotidien à dix heures. D'où la critique d'une économie politique aveugle aux rapports sociaux de domination. Ceux-ci, concrètement, décident de la répartition des richesses produites, source d'inégalités abyssales dans les moyens de donner chair et vie aux libertés. Pour le néolibéralisme économique, le social n'est qu'un résidu facultatif. On connaît la chanson : « Faisons d'abord une bonne économie, et on verra ensuite si on peut faire du social. » Le troisième âge du capitalisme, décomplexé et rendu à ses esprits animaux du premier âge, liquide le compromis issu des luttes ouvrières du deuxième âge (1864-1975). Il externalise les coûts sociaux, écologiques et humains de sa soif de profit, pudiquement rebaptisée compétitivité. Il use ainsi de la liberté d'entreprendre, mais de façon triplement irresponsable. Tel est l'impensé du néolibéralisme. Une petite contre-histoire des libéralismes aggrave le constat. Pinochet, le dictateur « libéral », y côtoie les capitalistes français qui déclaraient en 1936 : « *Plutôt Hitler que le Front populaire.* » Mais remontons plus loin. Locke est reconnu comme un des penseurs fondateurs du libéralisme. Et, de fait, il l'est, sur le plan des libertés politiques comme sur celui des droits de la personne, définis indépendamment de la situation sociale qui les rend effectifs ou non. Mais cela ne l'empêche nullement de justifier un certain type d'esclavage, né d'une « *juste guerre* » assez mal définie. Lisons : « *Mais il y a une sorte de serviteurs, que nous appelons d'un nom particulier, esclaves, et qui ayant été faits prisonniers dans une juste guerre, sont, selon le droit de la nature, sujets à la domination absolue et au pouvoir arbitraire de leurs maîtres. Ces gens-là ayant mérité de perdre la vie, à laquelle ils n'ont plus de droit par conséquent, non plus aussi qu'à leur liberté, ni à leurs biens, et se trouvant dans l'état d'esclavage, qui est incompatible avec la jouissance d'aucun bien propre, ils ne sauraient être considérés, en cet état, comme membres de la société civile dont la fin principale est de conserver et maintenir les biens propres* » (*Traité du gouvernement civil*, § 85, traduction de David Mazer). ■